

permettre à un plus grand nombre de recourir au programme pendant la période de chômage aigu?

**L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Monsieur l'Orateur, je ne prévois pas qu'on soulève la question au cours des discussions cette semaine, même s'il y a sûrement lieu de s'entretenir avec les provinces des moyens à prendre pour tirer le meilleur parti possible de nos programmes de recyclage. Le député n'a pas réussi, c'est vrai, à obtenir les chiffres qu'il voulait sur le nombre de gens qui ont essayé de s'inscrire aux cours de recyclage, mais nous avons opéré des changements qui nous permettront vraisemblablement de donner de meilleurs renseignements à l'avenir.

#### LE CHÔMAGE—LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE AU COÛT DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE

**M. David Orlikow (Winnipeg-Nord):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser une question supplémentaire au ministre des Finances. Comme le coût de l'assistance publique a augmenté de 25 à 30 p. 100 pour la plupart des provinces et des municipalités en 1970, et comme les hauts fonctionnaires fédéraux et provinciaux prévoient qu'il augmentera de façon prononcée cette année et dans les années à venir, peut-il nous dire si le gouvernement fédéral songe à s'entretenir avec les provinces de la possibilité d'assumer une proportion beaucoup plus grande de ces frais?

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais signaler que les frais du gouvernement fédéral augmentent tout autant que le coût de l'assistance publique; le député le sait, d'ailleurs. Nous payons 50 p. 100 de ces frais. Cette question a aussi été discutée à la réunion des ministres de la Santé et du Bien-être, mais je ne saurais dire si on la soulèvera à la présente conférence.

**M. Orlikow:** Monsieur l'Orateur, ce que j'ai demandé et ce que j'aimerais savoir, c'est si le gouvernement songe à augmenter sa participation au coût du bien-être social. Je ne parle pas ici du coût total dont le gouvernement fédéral paie toujours 50 p. 100.

**L'hon. M. Benson:** Monsieur l'Orateur, jusqu'ici, on n'a pas pris de telle décision.

\* \* \*

#### AFFAIRES EXTÉRIEURES

##### L'INVASION DU LAOS PAR DES TROUPES SUD-VIETNAMIENNES

**Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince Albert):** Monsieur l'Orateur, la question que j'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures est motivée par la déclaration qu'il a faite au début de la séance de cet après-midi au sujet de la situation au Laos. N'est-il pas exact que les Nord-Vietnamiens ont envahi ce pays et s'y sont infiltrés ces derniers mois et que cela n'a pas provoqué de critiques particulières de la part de députés de certains secteurs de la Chambre qui ne manquent pas une occasion de critiquer toutes les initiatives des États-Unis ou des Sud-Vietnamiens?

[M. MacDonald.]

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, quant à la question de savoir s'il y a eu invasion ou non, nous n'avons pas reçu de plaintes à ce sujet de la part du gouvernement laotien. Nous avons vainement tenté de convaincre la Commission internationale de contrôle de faire enquête, comme je l'ai dit plus tôt. C'est pourquoi j'ai précisé dans ma déclaration que toute la situation au Laos méridional devrait être examinée par la Commission internationale de contrôle. Nous avons pris cette initiative de notre propre chef, devant ainsi toute demande en ce sens.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Monsieur l'Orateur. Étant donné ce qui s'est produit dans le passé et les nombreuses tergiversations des deux autres pays membres de la Commission internationale de contrôle qui ont en fait refusé de participer à toute initiative, le Canada ne pourrait-il faire en sorte que cette question soit portée directement devant les Nations Unies et qu'un groupe de représentants de cette organisation étudie toute l'affaire afin qu'on puisse une fois pour toutes faire de la lumière sur ces accusations portées sans cesse contre les États-Unis et leurs alliés qui arrêtent la progression du communisme en Asie?

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, le Canada n'envisageait pas de porter cette affaire devant les Nations Unies, mais je crois savoir que l'une des parties directement intéressées songerait à en saisir le Conseil de sécurité.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Laquelle?

**L'hon. M. Sharp:** Un des pays intéressés.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Oui, mais quel pays?

**L'hon. M. Sharp:** Je ne suis pas sûr, monsieur l'Orateur; j'ai entendu certaines rumeurs et je ne voudrais pas préjuger du succès de l'initiative en question. Il me semble préférable d'attendre qu'elle ait eu lieu avant de l'annoncer. J'ajouterai que le gouvernement britannique a demandé au gouvernement soviétique de convoquer de nouveau la conférence de Genève pour qu'elle se penche sur la violation de la neutralité du Laos.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Quelle a été sa réaction. A-t-il affiché le même mépris que dans le passé?

**L'hon. M. Sharp:** Il n'a pas répondu, monsieur l'Orateur.

\* \* \*

#### INFORMATION CANADA

##### LA DIVISION DES EXPOSITIONS—LE DÉPART DU PERSONNEL D'UN SERVICE

**M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre d'État chargé d'Information Canada? Comme il paraît que tout le personnel professionnel des services du design à la Division des expositions d'Information Canada s'en va